

POUR UNE CGT A LA HAUTEUR DES ENJEUX DE LA PERIODE

Une situation insupportable pour la jeunesse, les salariés comme les retraités

Depuis plus d'un an, les travailleuses et travailleurs comme l'ensemble de la population vivent dans la spirale de la régression généralisée marquée par des atteintes aux libertés individuelles et collectives, une répression sans limite et un effondrement historique du pouvoir d'achat des familles.

La crise sanitaire ne fait qu'amplifier la crise économique et agit comme un révélateur de la véritable nature de ce système capitaliste dont l'unique objectif demeure l'accroissement sans limite des profits des grands groupes et l'enrichissement des actionnaires.

La crise économique et sociale, aggravée par la pandémie de coronavirus trouve son origine dans la logique même du capitalisme, à savoir accumuler l'argent et s'accaparer le pouvoir pour une minorité de possédants, et non pas répondre aux besoins du plus grand nombre.

Il est urgent et possible de stopper ce carnage, il faut pour cela s'attaquer à la cause, le régime actuel qui mêle la domination des grands groupes sur toute l'économie et celle des institutions supranationales à une politique gouvernementale orientée vers le clientélisme des ultra-riches, et vers la tolérance zéro et la répression envers tout le reste de la société.

Les conséquences sont terribles pour la population : reculs sociaux ; suppressions d'emplois massives (le pire étant devant nous) ; pression énorme sur les salaires ; aggravation des conditions de travail ; précarité qui se généralise ; notamment chez les plus jeunes ; attaques sans précédent contre notre Sécurité sociale, le régime d'indemnisation du chômage, la retraite ; atteintes aux fondements de la démocratie, etc.

Il n'y aurait pas d'argent pour financer les retraites, les services publics, pour assurer la protection sociale, ni pour augmenter le SMIC, ni les grilles de salaires ? Mais en une nuit sont débloqués des centaines de milliards pour les entreprises pour leur permettre de se restructurer aux dépens des travailleurs, pour alimenter la fraude au chômage partiel, qui est massive, pour subventionner les salaires du secteur privé, sous forme « d'allègements » de cotisations sociales, pendant que les profits continuent de tomber pour les actionnaires.

Avec la crise pandémique, l'incapacité du modèle capitaliste à répondre aux besoins du plus grand nombre s'est retrouvée en pleine lumière : pas de lits d'hôpitaux, masques, tests, gel hydro-alcoolique hier, aujourd'hui pas de vaccins ! La gestion de Macron et de son gouvernement ne relève pas d'un manque d'expérience ou de l'incompétence, elle est le produit de choix assumés qui les rendent coupables et responsables du cortège des décès par manque de moyens attribués au service public de santé.

Comme si cela ne suffisait pas, ils continuent aujourd'hui la baisse des moyens pour l'hôpital public, ils valident des plans de licenciements dans le commerce et l'industrie, ils poursuivent les privatisations, qui n'ont pour seul objectif que d'accroître la rentabilité, jetant dans la précarité des centaines de milliers de familles qui ne font pas la une des médias.

En parallèle, les lois établissant l'état d'urgence sanitaire nous plongent dans une société autoritaire où la discipline, la délation et le fichage se généralisent, y compris de nos opinions politiques et syndicales. Cette évolution du régime confirme que le capital joue la carte autoritaire quand ses intérêts sont menacés, comme aujourd'hui en France, comme l'histoire le démontre et comme on l'observe dans plusieurs pays où l'extrême droite est au pouvoir.

Dans cette escalade régressive, gouvernement et patronat, par médias dominants interposés, veulent instaurer une union sacrée, un véritable climat de peur, de résignation et cherchent à dissuader toutes celles et ceux qui résistent aux plans politique et syndical.

Si beaucoup, jusque dans nos rangs, doutent de la capacité du peuple à changer la société, un changement est pourtant en cours, mais à l'inverse de ce dont nous avons besoin ! Dans le même temps, l'idée que la situation n'est plus tolérable progresse dans les esprits.

Face à cette attaque globale du capitalisme, le monde du travail en légitime défense doit organiser une riposte d'un niveau inédit. La CGT est pour cela une force irremplaçable et, forte de ses principes, elle doit assumer ses responsabilités dans ce moment historique.

Une société fondée sur et pour la satisfaction des besoins du plus grand nombre est possible, l'argent existe pour la mettre en place, il ne s'agit que de choix politique et du rapport de force pour l'imposer. La France est une puissance économique majeure en Europe et dans le monde. Nous avons largement les moyens de nous dégager des logiques mortifères du capital, mises en œuvre dans notre pays sous couvert d'intégration à l'Union européenne.

Nous devons assumer ce qui a toujours été la ligne de conduite de la CGT en organisant partout la défense des intérêts matériels et moraux des salariés et mener la lutte pour changer de société.

La gravité de la situation nationale, les menaces qui pèsent au plan international contre la paix appellent le syndicalisme de classe à retrouver ses couleurs et à la réaffirmation auprès des salariés d'une ligne claire de rupture avec le système économique capitaliste. Les luttes syndicales doivent être pensées, coordonnées et organisées y compris au plan international, ce que ne permettent pas les orientations et le fonctionnement de la Confédération européenne des Syndicats.

Pour organiser de grandes mobilisations populaires et le combat frontal contre le capitalisme, la CGT doit avoir un projet revendicatif cohérent, lisible et atteignable.

Pour cela, la CGT doit incarner l'alternative et l'espoir au plan syndical d'une société construite pour répondre aux intérêts de ceux qui créent les richesses. Ce projet interprofessionnel de société nécessite d'être reformulé clairement pour que l'ensemble des salariés et de la population puisse se l'approprier. Ce projet revendicatif et de changement de société doit être au cœur des débats du prochain congrès des syndicats de la CGT qui doit se tenir au printemps 2022.

Il est urgent d'organiser la lutte interprofessionnelle pour :

- L'arrêt immédiat de tous les plans de licenciements engagés et la restitution des aides publiques par les entreprises qui ont engagé de tels plans, et un coup d'arrêt aux privatisations qui se poursuivent.
- Une refonte de la fiscalité mettant à contribution les hauts revenus et les grandes fortunes à hauteur de la réponse aux besoins sociaux
- La réduction du temps de travail à 32h avec maintien des salaires et obligation d'embauches
- La réappropriation collective des secteurs stratégiques pour notre souveraineté bancaire, alimentaire, sanitaire, industrielle, numérique et énergétique (avec dans l'immédiat l'abandon du projet Hercule) et le lancement d'une politique systématique de contrôle et de répression de l'évasion fiscale et de leurs auteurs
- Le SMIC à 2 000 euros, l'égalité salariale femme homme, et l'augmentation des salaires, pensions, allocations et minima sociaux

- Un plan d'urgence massif pour la jeunesse
- L'abandon des réformes des retraites et de l'assurance chômage. Une indemnisation de 100% des travailleurs privés d'emploi et précaires
- Un nouveau mode de calcul de la retraite pour les salariés du privé à taux plein, dès 60 ans, calculée sur les dix meilleures années de salaire, à 75% du salaire brut avec la prise en compte comme années travaillées des périodes de chômage partiel et des années d'études à partir de 18 ans.
- Un plan pluriannuel d'investissement public dans la ré-industrialisation et la transition environnementale
- L'arrêt de la casse de la Sécurité sociale et la garantie de son financement par les cotisations sociales
- Le renforcement des droits et garanties définis par le Code du Travail et le Statut des fonctionnaires, ce qui nécessite l'abrogation des lois régressives votées par les gouvernements successifs
- Un plan de titularisations dans la Fonction publique et de créations des centaines des milliers de postes nécessaires dans les services publics pour répondre aux besoins de la population
- La régularisation des travailleurs sans papiers
- Le retrait des projets de loi liberticide et antidémocratique dont la proposition de loi Sécurité globale et le projet de loi 4D

Pour construire la riposte générale

Les travailleurs de notre pays malgré toutes les interdictions et les entraves aux libertés luttent avec courage et détermination. Les luttes se multiplient dans les services, les entreprises, dans le secteur du spectacle, elles prennent des formes multiples. Souvent elles limitent la casse et le recul social, mais sans organisation, ces luttes ne peuvent converger spontanément.

Un processus conscient de convergence de luttes est nécessaire, il ne se décrète pas. Il appelle de la méthode, de l'organisation, une stratégie, une visée émancipatrice et une détermination à tous les niveaux de la CGT pour construire le tous ensemble, à partir des intérêts communs au monde du travail. Il a besoin de l'unité et de la cohésion de la CGT.

Ce processus doit partir de l'existant, des lieux et des moments de résistance, de confrontations dans les entreprises et dans la société. Des mobilisations ont lieu dans la période dans de nombreux secteurs, dans l'énergie, la santé, l'éducation nationale, le commerce entre autres, à l'image notamment de l'action du 8 avril ou encore dans le spectacle avec des occupations de lieux culturels par les travailleurs de ce secteur. Il faut élargir ces actions qui ont en commun un impérieux besoin de convergence revendicative de toute la CGT pour qu'elles puissent déboucher.

Dans l'unité d'action et de revendications interprofessionnelles la plus large possible, tout doit être fait pour élargir et élever le rapport de force et gagner en dynamique pour faire aboutir les revendications. Cela nécessite une coordination des luttes et cela suppose que ces actions s'inscrivent dans un processus d'action construit pour gagner et qui doit donc se prolonger autant que nécessaire.

La situation appelle une transformation radicale par la mise à bas du pouvoir du capital. Pour les indispensables ruptures profondes, pour renforcer les luttes et en susciter de nouvelles, nous œuvrerons à unir les efforts de toutes celles et ceux engagés dans ce combat de classe. Pour cela, nous nous engageons à construire, dès le mois de mai, une rencontre nationale des entreprises et secteurs en lutte pour organiser le Tous Ensemble.